

Hervé WENTZINGER  
Christophe SPRAUEL  
Christian BERTHOLD  
Annabel CORDELLIER  
Marina COSTANTINO  
Xavier COURTEAUX  
Olivier DEL ROSSO  
Eric ESTREICH-BOUSSER  
Arnaud GUTHERTZ  
Sébastien GUY  
Daniel KAISER  
Frédéric LINDENMANN  
Olivier LOBSTEIN

Céline LEININGER  
Francis WASSMER  
Stéphane LOGEL  
Muriel MULLER  
Christophe NITSCHÉ  
Renaud PFLIEGER  
Marion RUHLMANN  
Julien SCHÆGIS  
Mélodie SCHERER  
Patrice SOUDRE  
Franck-Olivier THEOBALD  
Frédéric WAGNER  
Lucille YVARS

## RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31.12.2023

---

**INSTITUT SAINT JOSEPH**  
**BELLEMAGNY - LUTTERBACH**  
62 rue Aristide Briand  
68460 LUTTERBACH

\* \* \*

### FIBA SAS - SIEGE SOCIAL

7 avenue de l'Europe - Espace Européen de l'Entreprise - 67300 SCHILTIGHEIM  
ADRESSE POSTALE : CS 60034 - 67013 STRASBOURG CEDEX  
Tél. 03 88 18 59 59 - Fax 03 88 18 83 81 - E-MAIL : [strasbourg@groupe-fiba.fr](mailto:strasbourg@groupe-fiba.fr)  
RCS Strasbourg 698 501 442 00090

Société par Actions Simplifiée au capital de 612 500 € - NAF 6920 Z - N°TVA Intr. : FR 49 698501442 - Lieu de juridiction : Strasbourg  
Société d'Expertise Comptable et de Commissariat aux Comptes - Inscrite au Tableau Régional de l'Ordre - Membre de la Cie Régionale de Colmar

BECM : IBAN : FR76 1189 9001 0000 0375 2614 546 - BIC : CMCIFR2A

Strasbourg, Haguenau, Molsheim, Sarre-Union, Saverne, Val de Moder, Wissembourg, Lutzelhouse, Colmar, Mulhouse, Saint-Louis, Altkirch, Forbach, Creutzwald, Metz, Sarreguemines, Paris  
[www.groupe-fiba.fr](http://www.groupe-fiba.fr)



# **RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES**

## **SUR LES COMPTES ANNUELS**

### **Exercice clos le 31.12.2023**

Aux membres,

### **Opinion**

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'Institut Saint Joseph de Bellemagny - Lutterbach relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2023, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

### **Fondement de l'opinion**

#### *Référentiel d'audit*

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

#### *Indépendance*

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le Code de Commerce et par le Code de Déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1er janvier 2023 à la date d'émission de notre rapport.

### **Justification des appréciations**

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Dans le cadre de notre appréciation des estimations significatives retenues pour l'arrêté des comptes, nous avons revu le processus mis en place par la direction notamment sur les points suivants :

- ✓ Concernant les immobilisations, nous avons procédé à l'appréciation de leur durée d'amortissement ;
- ✓ Concernant les dotations et produits de tarifications, et les subventions d'exploitation, reçus de la part des financeurs, nous avons vérifié leur cadre conventionnel ainsi que leur correcte comptabilisation.

## **Vérifications spécifiques**

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport du trésorier et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres.

## **Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels**

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la fondation à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la fondation ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

## **Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels**

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative.

Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du Code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre fondation. Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion.
- Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la fondation à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation.

S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Colmar, le 5 avril 2024

LE COMMISSAIRE AUX COMPTES

**FIBA SAS**

DocuSigned by:  
  
1617EF3BBE89455...

**Renaud PFLIEGER**

*Membre de la Compagnie Régionale de Colmar*

## Bilan - Actif arrêté au 31/12/2023 (toutes écritures)

Libellé	Brut	Amortist	Net	Net A-1
<b>Actif Immobilisé</b>				
<b>Immobilisations Incorporelles</b>				
Frais d'établissement				
Frais de recherche et développement				
Concessions, brevets et droits similaires				
Fonds commercial				
Autres immobilisations incorporelles	43 057,90	43 057,90		
Immobilisations incorporelles en cours	3 040,00		3 040,00	
Avances et acomptes sur immos incorpor				
<b>Immobilisations Corporelles</b>				
Terrains	774 603,31	279 846,98	494 756,33	282 912,70
Constructions	9 562 045,97	5 072 432,44	4 489 613,53	4 817 872,32
Installations techniques, matériel et outilla	2 347 643,07	1 422 093,35	925 549,72	1 002 983,12
Autres immobilisations corporelles	983 911,62	766 654,01	217 257,61	235 180,27
Immobilisations corporelles en cours	9 594,00		9 594,00	191 078,94
Avances et acomptes sur immos corporell				
<b>Immobilisations Financières</b>				
Participations				
Créances rattachées à des participations				
Autres titres immobilisés				
Prêts	100 789,66		100 789,66	89 421,66
Autres immobilisations financières	1 025,00		1 025,00	1 025,00
<b>Total (I)</b>	<b>13 825 710,53</b>	<b>7 584 084,68</b>	<b>6 241 625,85</b>	<b>6 620 474,01</b>
<b>Comptes Liaisons</b>				
<b>Comptes Liaisons Investissement</b>				
<b>Comptes Liaisons Fonctionnement</b>				
<b>Total (II)</b>				
<b>Actif Circulant</b>				
<b>Stocks et en cours</b>				
Matières premières, approvisionnements				
Autres approvisionnements				
En cours de production de biens et servic				
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises				
<b>Avances et acomptes versés sur comm</b>				
<b>Créances</b>				
Créances redevables et comptes rattaché	132 139,09		132 139,09	132 828,65
Autres créances	222 912,57		222 912,57	291 186,08
<b>Valeurs mobilières de placement</b>	558 325,00		558 325,00	557 187,00
<b>Disponibilités</b>	461 353,83		461 353,83	454 107,21
<b>Charges constatées d'avance</b>				12 460,18
<b>Total (III)</b>	<b>1 374 730,49</b>		<b>1 374 730,49</b>	<b>1 447 769,12</b>
<b>Charges à répartir sur plusieurs exerci</b>				
<b>Total (IV)</b>				
<b>Primes de remboursement des obligati</b>				
<b>Total (V)</b>				
<b>Ecart de conversion (actif)</b>				
<b>Total (VI)</b>				
<b>Total Actif</b>	<b>15 200 441,02</b>	<b>7 584 084,68</b>	<b>7 616 356,34</b>	<b>8 068 243,13</b>

**Bilan - Passif arrêté au 31/12/2023 (toutes écritures)**

	Libellé		Net	Net A-1
	<b>Fonds Propres</b>			
	Fonds associatifs sans droit de reprise		967 697,64	967 697,64
	Ecarts réévaluation sur biens sans droit de repr.			
	Fonds associatifs avec droit de reprise			
	Dons et legs			
	Subventions d'investissement			
	Ecarts réévaluation sur bien avec droit repr			
	<b>Réserves</b>			
	Excédents affectés à l'investissement			
	Réserve de compensation			
	Réserve de trésorerie		654 373,56	654 373,56
	Autres réserves			
	<b>Report à nouveau</b>		-423 727,21	-312 132,38
	<b>RESULTAT DE L'EXERCICE</b>		-67 923,75	-111 594,83
	Subventions d'investissement (renouvelables)		155 650,76	192 925,63
	<b>Provisions réglementées</b>			
	Provision pour réserve de trésorerie			
	Réserves des plus-values nettes d'actif			
	Autres provisions réglementées			
	<b>Comptes de liaison</b>			
	<b>Total (I)</b>		<b>1 286 071,00</b>	<b>1 391 269,62</b>
	<b>Provisions pour risques et charges</b>			
	<b>Fonds dédiés</b>			
	<b>Total (III)</b>			
	<b>Emprunts obligataires convertibles</b>			
	<b>Autres emprunts obligataires</b>			
	Emprunts et dettes auprès des établissts de crédit		5 033 920,49	5 402 765,25
	Emprunts et dettes financières divers		400 643,01	415 487,12
	Avances et acomptes reçus sur commandes en cours			
	Redevables créditeurs			
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés		123 224,49	136 527,89
	Dettes fiscales et sociales		549 450,88	512 755,17
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés			916,80
	Autres dettes		80 255,51	155 635,89
	Produits constatés d'avance		142 790,96	52 885,39
	<b>Total (IV)</b>		<b>6 330 285,34</b>	<b>6 676 973,51</b>
	<b>Ecarts de conversion (passif)</b>			
	<b>Total (V)</b>			
	<b>Total Passif</b>		<b>7 616 356,34</b>	<b>8 068 243,13</b>

## Compte de Résultat - Charges arrêté au 31/12/2023 (toutes écritures)

Libellé	Net	Net A-1
<b>Charges d'exploitation</b>		
Achats de marchandises		
Variation de stock de marchandises		
Achats de matières premières et fournitures		
Variation de stock matières premières et approvisi		
Achats d'autres approvisionnements		
Variation de stock autres approvisionnements		
Achats non stockés de matières et fournitures	269 781,96	235 966,33
Services extérieurs et autres	872 003,56	836 656,60
Impôts, taxes et versements assimilés sur rémun.	327 395,86	312 241,94
Impôts, taxes et versements assimilés autres	19 103,00	18 037,00
Salaires et traitements	2 551 339,93	2 508 387,65
Charges sociales	817 961,21	830 979,24
Dotation aux amortissements sur immobilisations	505 392,47	519 391,15
Dotation aux amortissements sur charges à répartir		
Dotation provisions sur immobilisations		
Dotation provisions sur actif circulant		
Dotation provisions pour risques et charges		
Autres charges	608,33	524,68
<b>Total (I)</b>	<b>5 363 586,32</b>	<b>5 262 184,59</b>
<b>Charges financières</b>		
Dotation aux amortissements et aux provisions		
Intérêts et charges assimilées	182 630,61	111 598,92
Différences négatives de change		
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières		
<b>Total (II)</b>	<b>182 630,61</b>	<b>111 598,92</b>
<b>Charges exceptionnelles</b>		
Sur opérations de gestion		
Exercice courant		14 087,26
Exercices antérieurs		
Sur opérations en capital		
Dotation aux provisions : réserve de trésorerie		
Dotation aux provisions : réserve des plus-values		
Engagements à réaliser sur ressources affectées		
Impôts sur les sociétés	4 247,78	116,87
<b>Total (III)</b>	<b>4 247,78</b>	<b>14 204,13</b>
<b>CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES</b>		
Secours en nature		
Mise à disposition gratuite de biens		
Prestations en nature		
Personnel bénévole	3 308,37	1 828,33
<b>Total (VI)</b>	<b>3 308,37</b>	<b>1 828,33</b>
<b>Total Charges</b>	<b>5 553 773,08</b>	<b>5 389 815,97</b>

**Compte de Résultat - Produits arrêté au 31/12/2023 (toutes écritures)**

	Libellé		Net	Net A-1
	<b>Produits d'exploitation</b>			
	Ventes de marchandises			
	Production vendue prestations de services			
	Production vendue divers			
	Production stockée ou déstockage de production			
	Production immobilisée			
	Dotations et produits de tarifications		5 379 080,75	5 094 470,13
	Subvention d'exploitation et participations		10 693,36	5 566,64
	Reprise sur provisions et amortissements			
	Transfert de charges		11 333,66	32 980,84
	Autres produits		1 394,57	1 278,24
	<b>Total (I)</b>		<b>5 402 502,34</b>	<b>5 134 295,85</b>
	<b>Produits financiers</b>			
	De participations et des immobilisations financier		1 559,51	452,12
	Revenus des valeurs mobilières de placement			
	Reprises sur provisions			
	Transferts de charges			
	Différences positives de change			
	Produits nets s/cession de valeur mobilière plac		17 863,67	564,00
	<b>Total (II)</b>		<b>19 423,18</b>	<b>1 016,12</b>
	<b>Produits exceptionnels</b>			
	Sur opérations de gestion			538,48
	Exercices antérieurs			
	Sur opérations en capital		39 274,87	42 866,48
	Reprise sur provision réglem : réserve trésorerie		21 340,57	38 795,01
	Reprise sur provision réglem : réserve plus-values			58 880,87
	Reprises sur autres provisions			
	Report des ressources non utilisées			
	Transfert de charges			
	<b>Total (III)</b>		<b>60 615,44</b>	<b>141 080,84</b>
	<b>CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE</b>			
	Dons en nature			
	Prestations en nature			
	Bénévolat		3 308,37	1 828,33
	<b>Total (VI)</b>		<b>3 308,37</b>	<b>1 828,33</b>
	Résultat débiteur = Déficit		67 923,75	111 594,83
	<b>Total (IV)</b>		<b>67 923,75</b>	<b>111 594,83</b>
	<b>Total Produits</b>		<b>5 553 773,08</b>	<b>5 389 815,97</b>



# **ANNEXE**

au Bilan du 31/12/2023  
et au Compte de résultat du 01/01/2023 au 31/12/2023

---

## **I. DESCRIPTION DE L'ASSOCIATION ET EVENEMENTS PRINCIPAUX DE L'EXERCICE**

### **ASSOCIATION INSTITUT SAINT JOSEPH DE BELLEMAGNY-LUTTERBACH :**

L'Institut Saint Joseph est une association à but non lucratif de droit local d'Alsace-Moselle. Elle est inscrite au tribunal d'instance de Mulhouse sous le N° Volume 77, Folio 83. Son siège social est au 62 rue Aristide Briand 68460 LUTTERBACH. Le but de l'association est de : « a) créer et gérer des établissements spécialisés pour les personnes handicapées et inadaptées atteintes de déficiences intellectuelle et physique, ainsi que de troubles associés exigeant le recours à des techniques particulières.

b) Développer et propager des œuvres de bienfaisance ayant un rapport direct ou indirect avec le but principal figurant sous a) »

L'Institut Saint Joseph gère un Foyer d'Accueil Spécialisé de 98 places et un Foyer d'Accueil Spécialisé pour Personnes Handicapées Vieillissantes de 16 places.

L'association est dirigée par un Conseil d'Administration de 9 bénévoles élus par l'assemblée générale du 29 avril 2021. Le président de l'association est M. Joseph STAMPFLER élu par le Conseil d'Administration réunit à la même date.

### **EVENEMENTS PRINCIPAUX DE L'EXERCICE 2023 :**

- Embauche de nombreux CDD pour remplacer le personnel absent (428 K€ chargés, soit 2,3% de diminution par rapport à 2022) ;
- Des interventions de personnels intérimaires en complément des CDD : coût 23 K€, en baisse de 14K€.
- Un départ à la retraite, deux ruptures conventionnelles et un licenciement pour inaptitude ont eu lieu en 2023 (26K€ chargés, en baisse de 38 K€) ;
- Diminution de moitié de la prime de présence : 22 K€ chargés
- Finalisation en février 2023 des travaux du parking du personnel pour un coût de 229 K€.
- Assistance du CSE par un expert pour l'analyse financière de notre association (10 K€).
- Augmentation du budget de la CEA de 4% par rapport à 2022.
- Le rappel de salaire de 52K€ n'a pas été pris en charge par la CEA : l'augmentation de 4% du budget doit englober l'ensemble des charges.

## II. PRINCIPES, REGLES ET METHODES COMPTABLES

### A – Changement de méthode comptable :

Il n'y a pas eu de changement de méthode comptable en 2023.

### B - Méthodes comptables :

Les comptes annuels ont été arrêtés conformément aux dispositions du règlement ANC 2014-03 et ses règlements modificatifs, ainsi que ses adaptations aux associations et fondations conformément aux règlement ANC 2018-06 du 5 décembre 2018.

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base : continuité de l'exploitation, permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre, indépendance des exercices, conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les principales méthodes utilisées sont les suivantes, par rubriques significatives :

#### Immobilisations incorporelles et corporelles

L'association a mis en œuvre la comptabilisation des immobilisations par composants. Les immobilisations sont évaluées à leur coût d'acquisition qui comprend les frais accessoires.

Les amortissements sont calculés suivant le mode linéaire. Le début de l'amortissement est compté à partir de la date de facturation de l'immobilisation et sur la durée de vie prévue soit :

- Logiciels et matériel informatique :	3 ans
- Matériels divers :	5 ans
- Aménagements intérieurs :	10, 15 ou 20 ans
- Installations techniques	20 ans
- Façades, Toitures, Métallerie	30 ans
- Aménagements extérieurs	30 ans
- Gros œuvre, Terrassement, Prest. Intellect.	47 ans

#### Disponibilités

Les chèques émis par l'association sont comptabilisés à leur date d'émission. La concordance par rapport à l'extrait se fait par un état de rapprochement.

#### Immobilisations financières

La participation à l'effort de construction est comptabilisée sous forme de prêt sur 20 ans.

#### Provisions pour risques

Les provisions sont comptabilisées lorsque, à la clôture de l'exercice, l'association a une obligation à l'égard d'un tiers qui résulte d'un fait générateur passé et dont il est probable ou certain qu'elle provoquera une sortie de ressources au bénéfice de ce tiers, sans contrepartie au moins équivalente attendue de celui-ci. Cette obligation peut être d'ordre légal, réglementaire ou implicite. Ces provisions sont estimées selon leur nature en tenant compte des hypothèses les plus probables.

Les litiges pour lesquels l'association considère qu'il n'y aura pas de sortie d'argent probable sont considérés comme des passifs éventuels et font l'objet, le cas échéant, d'une note complémentaire dans l'annexe.

#### Créances et dettes

Les créances et dettes sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

#### Fonds gérés pour le compte des résidents

Afin de se conformer aux prescriptions du plan comptable des établissements sociaux et médico-sociaux, les créances et dettes existantes au 31 décembre relatives à la gestion de l'argent de vie des résidents sont intégrées au bilan de l'association dans les postes suivants :

Actif :

Disponibilités : 79 993 €

Passif :

Autres dettes : 79 993 €

Cet argent n'appartient pas à l'association et à ce titre n'a généré aucune incidence sur le résultat de la période écoulée.

### III. NOTES SUR LE BILAN ACTIF

#### Actif immobilisé

Valeurs brutes	Ouverture	Augmentation	Poste à poste	Diminution	Clôture
Immo Incorporelles	50 054 €	0 €	0 €	6 996 €	43 058 €
Immo Corporelles	13 419 937 €	293 621 €	0 €	45 354 €	13 668 204 €
Immo en cours	191 079 €	8 004 €	0 €	186 449 €	12 634 €
<b>TOTAL</b>	<b>13 661 070 €</b>	<b>301 625 €</b>	<b>0 €</b>	<b>238 799 €</b>	<b>13 723 896 €</b>

#### Amortissements

Valeurs brutes	Ouverture	Augmentation	Diminution	Clôture
Immo Incorporelles	50 054 €	0 €	6 996 €	43 058 €
Immo Corporelles	7 080 989 €	505 392 €	45 354 €	7 541 027 €
<b>TOTAL</b>	<b>7 131 043 €</b>	<b>505 392 €</b>	<b>52 350 €</b>	<b>7 584 085 €</b>

#### Immobilisations financières

➤ <b>Prêts</b>	<b>100 790 €</b>
↳ Prêt 1% Construction sur 20 ans	100 790 €
➤ <b>Cautions</b>	<b>1 025 €</b>
↳ Caution station-service et bouteille gaz	1 025 €

#### Fournisseurs débiteurs

Avances et acomptes versés : 0 €

#### Créances

➤ Résidents : reversement des ressources : 91 016 €

➤ **Départements : prix de journée total : 41 123 €**

Département	- 1 an	+ 1 an
Cher	4 079 €	
Haute-Garonne	8 302 €	
Haut-Rhin Etat	24 523 €	
Vosges	4 219 €	

➤ **Autres Créances à - 1an 73 543 €**

↳ Rabais réduction à recevoir	895 €
↳ Personnel avance et acompte	807 €
↳ Ind. Journalières CPAM à reverser	310 €
↳ Ind. Journalières Prévoyance à reverser	340 €
↳ Prix de journée à recevoir	2 504 €
↳ UNIFAF – Plan de formation	9 608 €
↳ Divers à recevoir	9 079 €
↳ Prêt Congrégation Sœurs Bénédictines	50 000 €

**Créance à plus d'un an**

↳ Prêt Congrégation des sœurs	149 370 €
-------------------------------	-----------

**Actif circulant**

➤ **Charges constatées d'avance 0 €**

**IV. NOTES SUR LE BILAN PASSIF**

➤ **Tableau de variation des fonds associatifs**

Valeurs brutes	Ouverture	Augmentation	Diminution	Clôture
Fonds associatifs sans droit de reprise	967 698 €	0 €	0 €	967 698 €
Excédents affectés à l'investissement	546 965 €	0 €	0 €	546 965 €
Réserve de Compensation	0 €	0 €	0 €	0 €
Réserve de trésorerie	66 780 €	0 €	0 €	66 780 €
Excédent affecté en réserve de compensation des charges d'amortissement	40 628 €	0 €	0 €	40 628 €
Report à nouveau	-312 132 €	0 €	111 595 €	-423 727 €
Résultat de l'exercice	- 111 595 €	111 595 €	67 924 €	- 67 924 €
Subventions d'investissement	192 926 €	0 €	37 275 €	155 651 €
Réserve des plus-values nettes d'actif	0 €	0 €	0 €	0 €
Autres provisions réglementées	0 €	0 €	0 €	0 €
<b>TOTAL</b>	<b>1 391 270 €</b>	<b>111 595 €</b>	<b>216 794 €</b>	<b>1 286 071 €</b>

➤ **Passifs éventuels 0 €**

## Dettes :

### ➤ Emprunts : situation au 31/12/2023

N° prêt CDC	Date	Organisme	Montant	Remboursé au 31/12/2023	Reste à rembourser
0937474	12/04/2001	C.D.C.	2 659 417 €	2 337 497 €	321 920 €
5089440	28/10/2016	C.D.C.	6 200 000 €	1 488 000 €	4 712 000 €
<b>TOTAL</b>			<b>8 859 417 €</b>	<b>3 825 497 €</b>	<b>5 033 920 €</b>

### Etat des remboursements à venir

N° prêt CDC	Reste à rembourser	à – 1 an	de 1 à 5 ans	à + 5 ans
0937474	321 920 €	124 809 €	197 111 €	0 €
5089440	4 712 000 €	248 000 €	992 000 €	3 472 000 €
<b>TOTAL</b>	<b>5 033 920 €</b>	<b>372 809 €</b>	<b>1 189 111 €</b>	<b>3 472 000 €</b>

Intérêts courus non échus au 31/12/2023 : 30 117 €

### ➤ Avance de trésorerie de la CEA : situation au 31/12/2023

N° prêt	Date	Organisme	Montant	Remboursé au 31/12/2023	Reste à rembourser
	01/07/2014	C.E.A.	500 000 €	129 474 €	370 526 €
<b>TOTAL</b>			<b>500 000 €</b>	<b>129 474 €</b>	<b>370 526 €</b>

### Etat des remboursements à venir

N° prêt	Reste à rembourser	à – 1 an	de 1 à 5 ans	à + 5 ans
	370 526 €	21 149 €	81 829 €	267 548 €
<b>TOTAL</b>	<b>370 526 €</b>	<b>21 149 €</b>	<b>81 829 €</b>	<b>267 548 €</b>

### ➤ Autres dettes : 895 722 €

672 937 € seront payées à moins d'un an dont :

- Fournisseurs et factures non parvenues :	123 224 €
- Dettes sociales et fiscales	549 451 €
- Fournisseurs d'immobilisations	0 €
- Charges à payer	262 €

## V. RESSOURCES DE L'ASSOCIATION INSTITUT SAINT JOSEPH

### Prix de journée

Le Prix de Journée, établi à partir d'un budget prévisionnel, couvre l'ensemble des charges de l'exercice y compris les dotations aux amortissements.

2023 : La dotation nette globalisée de 4 138 949 € allouée par la Collectivité Européenne d'Alsace est payée par douzième chaque mois. Les résidents reversent une partie de leurs ressources à la CEA, ce qui vient compléter cette dotation de 1 000 000 €.

Le Prix de journée FAS et FASPHV fixé par la CEA pour les autres départements est de 123,57€ pour les six premiers mois de l'année et 136,10€ à partir du premier juillet 2023. Le prix de journée réduit est obtenu en soustrayant le forfait journalier hospitalier de 20€.

La convention de dotation globale signée en mai 2023 avec le Conseil Départemental du Haut-Rhin nous impose d'ajuster les recettes des participations des résidents et les recettes Prix de journée des autres départements aux budgets autorisés pour ces deux postes. Si les recettes de l'année sont supérieures aux budgets autorisés l'excédent doit être comptabilisé en 487 Produits Constatés d'Avance, en revanche, si les recettes sont inférieures aux budgets autorisés, la différence doit être comptabilisé en 4487 Produits à Recevoir. En l'occurrence pour l'année 2023, 91 K€ sont comptabilisés en produits constatés d'avance sur les participations des résidents et 2 K€ est comptabilisé en produits à recevoir sur le prix de journées des autres départements.

## VI. ENGAGEMENTS HORS BILAN

### ➤ Engagement de crédit-bail mobilier :

↳ Photocopieur IMC 3000 de la marque RICOH : début de contrat le 01/04/2019 avec réintégration du solde du contrat précédent. Fin du contrat le 31/03/2024 solde 0.

↳ Trois photocopieurs RICOH neuf (un IMC3010 et deux IMC2010) et un photocopieurs RICOH IMC3000 d'occasion : Contrat du 01/04/2024 au 30/06/23029.

Crédit-bail	Contrat initial	Loyers payés au 31/12/2023	Encours des loyers restants
LIXXBAIL	15 600 €	14 820 €	780 €
RICOH	15 233 €	0 €	15 233 €

Crédit-bail	Encours des loyers restants	- 1 an	1 à 5 ans	+ 5 ans
LIXXBAIL	780 €	780 €	0 €	0 €
RICOH	15 233 €	2 176 €	11 604 €	1 453 €

### ➤ Engagement d'Indemnités de Départ à la Retraite :

La méthode d'estimation des indemnités de départ en retraite à la date de clôture consiste à prendre en compte l'ancienneté prévisible à 64 ans pour appliquer le barème conventionnel d'indemnisation. Le montant ainsi obtenu est proratisé en fonction de l'ancienneté à la date de clôture.

Les hypothèses retenues pour le calcul des engagements de départ à la retraite sont les suivantes :

- Age de départ : 64 ans
- Indemnités : calculées suivant la convention collective du 15 mars 1966
- Taux de rotation du personnel : faible
- Initiative du départ : employé
- Taux de progression des salaires : 1 %
- Taux d'actualisation : 3,17%

Pour des raisons de clarté, ces chiffres sont présentés dans un tableau par tranche d'âge et plus particulièrement la tranche des 57 ans et plus :

Population	Indemnités brutes calculées	Charges sociales sur IDR (32,48%)	Charges fiscales sur IDR (12,94 %)	Total
20 à 35 ans	6 552,30	2 128,19	847,87	9 528,35
36 à 50 ans	50 768,67	16 489,66	6 569,47	73 827,80
Plus de 50 ans	170 863,00	55 496,30	22 109,67	248 468,97
<i>Dont 57 ans et plus</i>	<i>84 579,73</i>	<i>27 471,49</i>	<i>10 944,62</i>	<i>122 995,84</i>
Ensemble du personnel	228 183,96	74 114,15	29 527,00	331 825,12

Ce tableau récapitulatif des indemnités de départ à la retraite, ne tient pas compte de l'ancienneté des salariés dans le champ d'application de la présente convention. Ces chiffres sont donc sous-estimés.

➤ **Engagements reçus :**

**RETENUES DE GARANTIE :**

L'Institut Saint Joseph, pour chacun des marchés, retient 5% du montant global au titre de la retenue de garantie. Il n'y a plus de retenue de garantie en compte.

**GARANTIES D'EMPRUNTS :**

Le Conseil Départemental du Haut-Rhin a accordé en 2001 à l'Institut Saint Joseph de Bellemagny-Lutterbach une garantie de prêt d'un montant de 2 553 521 € sur 25 ans. Au 31/12/2023, il reste une garantie de 321 920 € sur 2 ans et demi. L'Institut a accepté en contre garantie au profit du Département une promesse d'hypothèque avec pré notation sur les biens en construction : Bâtiment St François.

Le Conseil Départemental du Haut-Rhin a accordé à l'Institut Saint Joseph de Bellemagny-Lutterbach en sa séance du 18 décembre 2015 une garantie de prêt d'un montant de 6 200 000€ sur 25 ans. Au 31/12/2023, il reste une garantie de 4 712 000 € sur 19 ans. L'Institut a accepté en contre garantie au profit du département une promesse d'hypothèque avec pré notation sur les biens en construction : Bâtiment St Vincent.

**VII. AUTRES INFORMATIONS :**

➤ **Rémunération des dirigeants :**

Les membres du bureau du conseil d'administration qui ont des responsabilités dans la conduite de l'Institut sont tous bénévoles (cf statuts). La directrice et le directeur adjoint, salariés de l'Institut, sont rétribués par application de la convention collective nationale de travail des établissements et services pour personnes inadaptées et handicapées du 15 mars 1966.

➤ **Contributions Volontaires :**

L'Institut Saint Joseph fait appel à trois bénévoles pour encadrer des résidents : une séance de catéchèse à raison de 1,5 heures par semaine, du modélisme à raison de 2 heures par quinzaine, du sport à raison d'une heure par semaine. Par ailleurs, des membres de l'association les AMIS de St Joseph participent à la fête de l'été. Sur l'année 2023 l'ensemble de ces 197,50 heures ont été valorisées au taux horaire du SMIC (11,52€) augmenté des charges patronales (45,41%), soit un montant total chargé de 3 308 €.

➤ **Honoraires et frais des commissaires aux comptes : 9 296 € TTC.**

➤ **Effectifs :**

Personnes physiques	Au 31/12/2022	Au 31/12/2023
Cadres	6	6
Non-cadres	73	72
Totaux CDI	79	78
CDD	11	10

ETP	Au 31/12/2022	Au 31/12/2023
Cadres	5,25	5,25
Non-cadres	72,50	71,80
Totaux CDI	77,75	77,05
CDD	10	10